

Manif UN LOGEMENT POUR TOU.TE.S



PLATEFORME LOGEMENT
POUR TOU.TE.S

Premiers signataires : AFVS, AITEC, ALDA, APPUII, ATMF, ATTAC, BÂGAGERUE, CAD, CGT, CNL, CONSTRUIRE!, CONV. NAT. SERVICES PUBLICS, COPAF, CSF, CSP75, DAL, FASTI, FEMMES EGALITE, FSU, FUIQP, MRAP, PAS SANS NOUS, SAD, SM, STOP PRECARITE, SUD LOGEMENT SOCIAL, UNION SYNDICAL SOLIDAIRES, UTOPIA56

Locataires HLM et du privé, mal-logés, sans-abris, ils attaquent nos droits : levons nous !

La cherté du loyer et des charges, la file d'attente interminable pour un logement social, le non-respect des droits et des lois qui nous protègent... tout cela nous met dans des difficultés insurmontables ! Nous sommes les sacrifiés du logement cher et de la spéculation, les fins de mois sont de plus en plus difficiles.

La France compte 360 000 sans-abris, dont des enfants, des femmes, des personnes âgées, handicapées, salariées ou non, avec ou sans papiers, laissées à la rue, "à une mort lente". 902 sont décédées en 2025, alors que 3 millions de logements sont vides, dont 1,35 million depuis 2 ans et plus.

Tout ceci est la conséquence de la hausse des loyers et des charges, de la baisse des APL et de nos revenus, des politiques qui soutiennent les "vautours du logement", aggravant l'accès pour tou.te.s à un logement décent, stable, à bas loyer.

De plus en plus de bailleurs privés fraudent les lois impunément pour mieux s'enrichir.

Les expulsions par la police n'ont jamais été aussi nombreuses. Cette année, à partir du 1er avril, elle vont encore s'amplifier : M. Jeanbrun, ministre du Logement veut que les locataires en difficulté soient expulsés en 3 mois, comme au Canada et instaurer le bail de 3 ans en HLM.

La loi "CHOC" votée au Sénat, prévoit :

- de torpiller la loi SRU qui contraint les villes riches à avoir 25% de logements sociaux ;
- de donner au maire le pouvoir de les attribuer, ouvrant la voie à la "préférence

nationale", mesure raciste et xénophobe ;

- d'expulser les 1,1 million de locataires vivant dans des passoires thermiques du secteur privé...

Les démolitions ANRU et les politiques d'urbanisme de gentrification nous chassent toujours plus loin des centres : locataires modestes, résidents de foyer, jeunes, sans-abris, tandis que les occupants d'habitat de survie (cabanes, abris de fortune...) sont expulsés sans relogement, aggravant encore la crise du logement cher.

- **Retrait des lois et projets de loi qui attaquent le droit au logement pour touTEs : loi CHOC, loi Kasbarian-Bergé, fin des APL pour les étudiants étrangers, permis de louer des passoires...**
- **Arrêt des expulsions et relogement préalable des personnes menacées d'expulsion**
- **Baisse des loyers et des charges, hausse des APL**
- **Réalisation massive de HLM à bas loyer et arrêt de leur démolition et vente**
- **Réquision des immeubles vacants appartenant à des multi-propriétaires**
- **Application et amélioration des lois qui protègent les locataires, les mal-logés et les sans-logis, dont le DALO, encadrement des loyers, gel des loyers à la relocation...**
- **Pour les résidents de foyers et de CROUS, mêmes droits que les locataires**
- **Arrêt des aides publiques au logement cher et à la spéculation...**

Un logement stable, décent et à bas loyer pour touTEs !
Manifestons les 28 et 29 mars, partout en France
IDF : RdV à 15h dimanche 29 mars, Place de l'hôtel de Ville, Paris

"Housing Action Days" : mobilisations dans toute l'Europe du 23 au 29 mars